

la lettre

RESACOOOP

56 janvier 2009

PAROLE D'ACTEURS

Le rôle moteur des femmes dans le développement durable

Women in Europe for a Common Future (WECF) a été fondée en 1994 dans la dynamique du Sommet pour la Terre de Rio (1992), afin de faire entendre la voix des femmes dans le développement durable et l'élaboration des politiques environnementales.

Les membres du conseil d'administration et l'équipe technique de RESACOOOP vous souhaitent une bonne et heureuse année 2009 !

Les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ont été adoptés lors du Sommet du millénaire en septembre 2000, au Siège des Nations Unies à New York. Ils symbolisent l'engagement des pays rassemblés au sein de l'ONU pour lutter contre la pauvreté, la faim, la maladie, tout en promouvant l'égalité des sexes, la santé, l'éducation et le respect de l'environnement. Assortis de cibles à atteindre d'ici à 2015 de façon à mesurer les progrès accomplis, leur financement doit être assuré grâce à un ensemble de mesures adoptées en 2002, plus connu sous le nom de « consensus de Monterrey ».

Le taux de réalisation de chacun des 8 objectifs est mesuré tous les deux ans par un département de l'ONU, qui publie un rapport à partir des statistiques de 25 agences onusiennes. Dans celui de septembre 2008, on peut lire cette phrase « il est possible d'atteindre les objectifs, mais il faudra pour cela un plus grand engagement financier, y compris la fourniture d'une aide internationale plus conséquente que les pays développés se sont engagés à verser ces dernières années ».

Il est pourtant aujourd'hui plus que probable que la crise alimentaire du printemps et la très grave secousse financière internationale qui vient de se produire auront d'importantes répercussions sur la capacité des pays les plus fragiles à atteindre leurs OMD ainsi que sur le respect, par les pays du Nord, de leurs engagements en matière d'aide publique au développement.

Corinne Lajarge
Chargée de mission
RESACOOOP

Aujourd'hui, WECF constitue un réseau d'une centaine d'organisations présentes dans 40 pays d'Europe, du Caucase et de l'Asie Centrale. Nos projets, menés avec nos partenaires locaux, apportent des solutions sûres et écologiques dans les domaines de l'assainissement, de l'énergie, de l'agriculture et des produits chimiques. Depuis leur adoption en 2000, les OMD sont devenus une structure universellement partagée par les acteurs du développement durable. Ils définissent un cadre temporel et des objectifs quantifiables afin de réduire la pauvreté, d'augmenter la fréquentation scolaire, de promouvoir l'égalité des genres, de prévenir la mortalité infantile et maternelle, d'améliorer les soins de santé, de combattre les principales maladies et d'assurer un environnement durable. L'égalité des sexes, qui est inscrite dans la déclaration des droits de l'homme, est au cœur de la réalisation des OMD. Comment pourrait-on vaincre la faim, la pauvreté ou la maladie sans prendre d'avantage en compte la situation particulière des femmes sur tous les continents ? Sabine Bock, Directrice de WECF Allemagne, cite un vieux proverbe chinois « Il faut deux yeux pour bien voir ». C'est en prenant en compte le point de vue des hommes et des femmes de manière égale, que nous pouvons comprendre les problèmes sous tous les angles et développer des solutions vraiment durables. Jusqu'ici la vision des femmes est trop souvent négligée en politique, en économie et dans la société. WECF s'attache à réduire ce déséquilibre, en apportant des perspec-

tives différentes. C'est ensemble, avec des hommes et des femmes, que nous agissons pour garantir un environnement sain à tous, sur le plan local et global.

En Ukraine, Svetlana Slesarenok a construit avec le soutien de WECF des toilettes écologiques dans trois écoles dépourvues d'assainissement décent. Depuis l'installation de ces toilettes, elle a pu constater que la fréquentation de l'école par les filles s'est nettement améliorée. Aujourd'hui, les pouvoirs publics viennent demander à Svetlana d'intervenir dans toutes les écoles rurales de la région d'Odessa.

Dans la ville d'Hayanist, en Arménie, constatant que les écoliers subissaient en classe la forte pollution venue des poêles à charbon, Elena Manvelyan a lancé un projet de chauffage solaire financé par WECF. L'Organisation Mondiale de la Santé lui a demandé de présenter ce projet lors d'une conférence internationale.

Anne Barre, Directrice de WECF France conclut : nous croyons véritablement au potentiel des femmes, dans leurs communautés et sur la scène internationale, pour contribuer à atteindre les Objectifs du Millénaire. WECF est membre du groupe de travail de l'ONU sur le genre et l'eau et a co-organisé le 1er et 2 décembre 2008 la rencontre d'un groupe d'experts au siège social de l'ONU à New York afin de définir de meilleurs indicateurs pour le progrès global et national sur les OMD.

Natalia Dejean - WECF France - BP 100
74103 Annemasse cedex - Tel. 04 50 49 97 38
natalia.dejean@wecf.eu - www.wecf.eu

édito

Resacoop - 19 rue d'Enghien - 69002 Lyon - tél. 04 72 77 87 67 - fax 04 72 41 99 88 - mail@resacoop.org - www.resacoop.org
Comité de rédaction : Lucie Carenza - Rose-Marie Di Donato - David Hacquin - Corinne Lajarge - Isabelle Taine
Création/ mise en page : crescent O 04 72 73 05 92 // Impression : Imprimerie du Mont-Saint-Rigaud // Imprimé en 2500 exemplaires // ISSN en cours

Humacoop - Anthropologie et humanitaire / FORDEP

➤ Formation Anthropologie et humanitaire, du 19 au 21 janvier 2009.

Humacoop met en place une nouvelle formation en 2009 sur l'approche anthropologique des programmes humanitaires. Ses objectifs : acquérir des outils propres à l'anthropologie pour adapter au mieux les projets d'aide aux situations locales, appréhender les contextes d'interventions en utilisant une démarche anthropologique.

➤ Formation « Mission exploratoire », du 26 au 30 janvier 2009.

Elle permet d'acquérir une méthodologie pour la conception d'un projet d'aide humanitaire ou de développement et de maîtriser les outils théoriques et opérationnels pour analyser et évaluer une situation, émettre un diagnostic sur une population.

➤ 2 modules de Formations
« Fordep administrateur géopolitique » et « Fordep médecine humanitaire », du 6 au 17 avril 2009.

Ils ont été élaborés pour répondre aux besoins des organismes de solidarité internationale et des volontaires envoyés sur le terrain. Parallèlement à la transmission d'outils théoriques, ils introduisent des notions qui permettent de mieux appréhender les enjeux économiques et politiques propres à chaque pays et d'adapter son comportement aux diverses situations qui peuvent survenir au cours d'une mission humanitaire. Chacun d'entre eux se compose de 88 heures de cours théoriques et pratiques répartis sur deux semaines. Ils peuvent être financés en formation continue.

Pour plus d'informations
Humacoop - 8 rue Chenoise - 38000 Grenoble
Tél. 04 76 51 11 06 - info@humacoop.com
www.humacoop.com

Bioforce

Thèmes des prochaines formations courtes proposées par Bioforce en 2009 sur Lyon :

➤ **Domaine Gestion et Administration**

Élaboration d'une demande de financement - Gestion de Projet - Gestion des Ressources Humaines - Gestion financière. Modules en anglais : Managing People and Organisations - Managing Projects.

➤ **Domaine Technique et Logistique**

Approvisionnement - Télécoms - Gestion de parc de véhicules - Construction - Eau & Assainissement - Maintenance des équipements biomédicaux pour les techniciens de laboratoire

➤ **Autre domaine**

Formation à la Sécurité Bioforce - Protection - Communication & Confiance - Préparation à la gestion des catastrophes - Formation de formateurs - Environnement de la Solidarité Internationale.

Dates et détails
www.bioforce.asso.fr/formation/humanitaire.htm

Pour plus d'informations
Laure Vernant - Institut Bioforce Développement
41 avenue du 8 mai 1945 - 69200 Vénissieux
Tél. 04 72 89 76 67 - l.vernant@bioforce.asso.fr

AU PLAN RÉGIONAL

Échanges professionnels interrégionaux (suite)

La Région Rhône-Alpes accueille des professionnels de ses Régions partenaires.

Au cours de l'année 2008, la Région Rhône-Alpes a accueilli au titre de son programme « Échanges professionnels interrégionaux » une centaine de professionnels avec pour objectif de répondre à leurs besoins face à des compétences nouvelles à mobiliser, dans le contexte d'une évolution des pratiques de coopération. L'importance de la formation dans les coopérations n'est plus à démontrer mais la pratique d'une offre d'accueil en Rhône-Alpes, formalisée dans un dispositif volontariste, apporte avec le recul que peut avoir cette démarche aujourd'hui un éclairage particulier sur les changements auxquels on prétend répondre ou que l'on suscite.

Les accueils se déroulent sous forme de stages ou en formations modulaires ; les bénéficiaires professionnels qu'en retirent les acteurs du Sud partenaires de la coopération relèvent d'une démarche de formation continue réussie. Force est de constater que cela permet aussi d'élargir considérablement l'impact auprès des rhônalpins, puisque de nombreux projets d'accueil et de professionnalisation sont portés par des structures rhônalpines qui découvrent la coopération tout en partageant l'expérience professionnelle acquise, la leur et celle de leurs hôtes temporaires. Ainsi, au cours de l'année écoulée, les accueils ont été nombreux dans le champ du travail social, de l'éducation, du développement économique, de la santé, des thèmes revisités par ces démarches de rencontres et d'échanges d'expérience professionnelle. L'échange s'est également enrichi des initiatives prises pour accueillir ensemble des professionnels de régions partenaires différentes afin que les échanges aient également une dimension inter-régionale.

De nombreux projets sont en cours de préparation pour 2009, notamment dans le secteur éducatif, avec l'accueil de professionnels des Régions partenaires en Afrique sub-saharienne dans le cadre du Mondial des Métiers, ce type d'événement étant une entrée en matière pour prolonger ensuite les échanges professionnels et enrichir ou renouveler les pratiques de coopération.

Le RAFOD (Réseau d'Appui aux Actions et Formations pour le Développement) accompagne la Région Rhône-Alpes dans la mise en œuvre du programme.

Pour plus d'informations ou prendre contact avec les personnes au cours de leur séjour en Rhône Alpes, vous pouvez contacter :

- Anna Fiorini Bériot - Région Rhône-Alpes - Tél. 0472 59 52 63 - afiorini@rhonealpes.fr
- Marie-Loup Fall Guerin - Rafod - Tél. 0472 77 87 55 - rafod@rafod.org

Ville de Romans, 15 ans de coopération décentralisée

Après 15 ans de coopération décentralisée et d'implication forte sur le plan institutionnel et personnel, les élus et techniciens de la Ville de Romans ont décidé de réaliser une évaluation externe des actions et relations de coopération décentralisée avec leurs partenaires au Maroc (Taroudannt), en Tunisie (El Jem) et en Arménie (Vardenis). Cette évaluation menée en 2008 par le CIEDEL (France) et le CERSS (Maroc), et avec l'appui du F3E, avait l'objectif de rendre compte de l'action internationale de la ville, pour amener des éléments d'aide à la décision susceptibles d'en améliorer la conduite. Elle est aujourd'hui achevée. Le 22 janvier 2009 après-midi à Romans, une restitution publique aura lieu, qui doit permettre tout d'abord de préciser la démarche, les objectifs et les conclusions de l'évaluation, pour évoquer ensuite les orientations proposées pour une refondation de l'action internationale de la Ville de Romans, et pour poursuivre enfin le débat, avec l'ensemble des acteurs présents, élus et techniciens, partenaires techniques et institutionnels..., sur ce que peut et doit intégrer cette politique publique d'action internationale, à partir d'aujourd'hui et pour l'avenir.

Contact • MAEI - Ville de Romans - Tél. 04 75 05 51 91 - mission-europe@ville-romans26.fr

5^e Assises nationales du développement durable

C'est dans un contexte de crise planétaire que vont se dérouler les 5^{es} Assises nationales du développement durable, à Lyon, du 19 au 21 janvier 2009. Organisée par la Région Rhône-Alpes, elles ont pour thème « trouvons la richesse ». Elles sont destinées aux décideurs publics et privés, mais aussi au grand public intéressé par ces questions, en particulier les jeunes. Quelque 2000 personnes sont attendues dans différents lieux de la ville.

Pour plus d'informations • www.andd.rhonealpes.fr

AU PLAN NATIONAL

Transfert du financement des ONG de la MAAIONG à l'AFD

À compter du 1^{er} janvier 2009, l'AFD (Agence Française de Développement) reprendra le dispositif d'appui aux ONG françaises qui relevaient jusqu'à présent de la MAAIONG (Mission d'Appui à l'Action Internationale des ONG - au Ministère des Affaires étrangères).

Sont concernés par ce transfert les cofinancements pour les projets :

- de terrain (ZSP ou hors ZSP);
- d'EAD et de plaidoyer;
- des collectifs et plateformes;
- ainsi que pour les programmes (conventions programmes PCPA, PIA).

Seuls les appuis au volontariat de solidarité internationale (VSI) et les programmes jeunesse (JSI, VVV-SI) ne seront pas concernés par ce transfert, une structure de gestion spécifique sera désignée pour ces crédits.

Afin d'assurer le dialogue avec les ONG et l'instruction des dossiers, l'AFD crée au sein de la Direction « Relations Extérieures de la Communication », une nouvelle division « Division du Partenariat avec les ONG » ou DPO. L'équipe de la DPO sera composée de 6 personnes, elles prendront leur fonction début janvier 2009.

Le transfert s'effectuera en deux temps

- 1 ➤ l'année 2009 sera une année transitoire au cours de laquelle l'AFD gèrera le dispositif « pour le compte de l'État », c'est-à-dire sans changement majeur des procédures, des outils et des critères de sélection. Les procédures de l'AFD seront officiellement annoncées aux ONG courant janvier 2009. Celles-ci devraient être très proches du vade-mecum utilisé par la MAAIONG. Par contre, les nouvelles conventions-types de financement risquent d'être différentes de celles du ministère. La décision concernant la gestion des projets déconcentrés est quant à elle toujours en suspend (maintien des crédits et de la gestion au SCAC ou reconcentration des crédits et de la gestion à l'AFD). Les crédits dont disposera l'AFD pour financer en 2009 les projets en cours et de nouveaux projets ne sont pas encore connus de façon précise. Si un chiffre global a été annoncé, les discussions sur le périmètre de cette enveloppe (crédits ONG françaises ou crédits ONG + FSD) se poursuivent.
- 2 ➤ à partir de l'année 2010, l'AFD gèrera « pour son propre compte » l'appui aux ONG. Elle développera alors de nouveaux outils de financement et de nouvelles procédures qui devraient faire l'objet de négociation en 2009 avec Coordination Sud.

Source • Coordination Sud - www.coordinationsud.org

Formations aux missions médicales

Faisant appel à des intervenants spécialisés (professeurs en médecine, médecins, pharmaciens, docteurs en biologie, en anthropologie, sages-femmes, démographe, spécialiste des droits de l'homme, infirmiers, etc..) qui ont, pour la plupart, vécu une expérience dans les Pays du Sud, l'AMM organise chaque année plusieurs modules de formation sous forme de cours et/ou de travaux pratiques. Ces formations sont sanctionnées par un certificat délivré par l'Université Catholique de Lyon après contrôle des connaissances acquises. Ces diplômes attestent d'une compétence reconnue. Pour chaque formation, un support de cours photocopié est fourni par l'AMM.

Les prochains modules sur Lyon :

- **Promotion du développement sanitaire en milieu tropical, du 16 février au 27 mars 2009**
- **Pathologie et hygiène en milieu tropical, du 11 mai au 26 juin 2009**
- **Pathologie tropicale et santé communautaire, du 28 septembre au 18 décembre 2009**

Pour plus d'informations

Association Médicale Missionnaire

74 rue d'Ypres - 69004 Lyon

Tél. 04 78 30 69 89 - www.ammformation.org

BLOC NOTES

CESH – fin de mandat en 2008

Le Centre Européen de Santé Humanitaire cessera de gérer les activités de formation, de recherche et de mise en commun d'expertises au service des acteurs de l'humanitaire dans le domaine de la santé, qu'il a conçues et développées au travers du groupement d'intérêt public (GIP) que ses membres ont constitué. Le 31 décembre 2008, le CESH aura accompli avec succès la mission pour laquelle il a été créé il y a huit ans pour une durée limitée légalement. Au-delà du 31 décembre 2008, les institutions qui constituent le CESH se chargent de la pérennisation des activités qui les concernent spécifiquement. Elles continueront de travailler ensemble pour que l'expérience acquise au contact les unes des autres et en relation avec leurs partenaires extérieurs reste disponible au-delà de « l'entité CESH ». Sur son site (www.cesh.org), l'équipe du CESH a mis en place tous les liens utiles vers ces institutions et vous invite à vous mettre en relation directe avec l'une ou l'autre d'entre elles selon vos centres d'intérêt et vos besoins.

Contact

Richard Gaud - directeur du CESH - richard.gaud@cesh.org

La microfinance : un outil au service du développement local

Le vendredi 28 novembre 2008 s'est tenu à l'Hôtel de Ville de Lyon le premier forum rhônalpin sur la microfinance. Co-organisée par les associations Ecidec et Horizons Partagés, en collaboration avec la Ville de Lyon et avec le soutien de Resacoop, cette rencontre visait à montrer, par l'exposé de plusieurs projets menés au Sud, comment la microfinance peut être un outil au service du développement local. Des organisations rhônalpines telles qu'Handicap International, la Région Rhône-Alpes, Villes en Transition, Ecidec et Horizons Partagés ont exposé leurs expériences autour des axes thématiques de l'insertion professionnelle et économique, de l'inclusion sociale, ou encore de l'accès aux services urbains. Plus de soixante personnes (professionnels ou bénévoles associatifs, élus, étudiants, acteurs des secteurs privés et publics, consultants...) ont participé à l'événement, et ont débattu autour des différentes problématiques abordées.

Interventions téléchargeables
www.ecidec.org/site/Nos-actions-en-France-67.html
www.horizonspartages.com

Téléphone, le Mali est passé à 8 chiffres depuis le 1^{er} nov.

Ce passage à huit chiffres doit permettre une extension de la capacité de raccordement qui passera alors de 800 000 à 7 millions de lignes. Dans la mesure où le Mali dispose de plusieurs opérateurs mobiles, sans oublier les fixes, ce changement n'est pas simple... En résumé :

➤ Pour les abonnés Orange-Mali

- Tél. fixe, **il faut ajouter le 4**,
ex. 499 10 10 devient 44 99 10 10.
- Tel. mobile, **il faut ajouter le 7**,
ex. 603 17 70 devient 76 03 17 70.

➤ Pour les abonnés Sotelma Malitel

- Tel. fixe sur Bamako, **faire le 20 au lieu du 2**,
ex. 224 52 52 devient : 20 24 52 52.
- Tel. fixe hors Bamako, **faire le 21 au lieu du 2**,
ex. 277 86 45 devient 21 77 86 45.
- Tel. mobile, **ajouter le 6**,
ex. 679 37 97 devient 66 79 37 97.

Solidaires du Monde le portail des blogueurs solidaires

Vous allez partir en mission et vous souhaitez créer un blog pour permettre à vos proches ou à vos collègues de suivre votre mission ? Vous êtes une association et vous souhaitez donner une visibilité à vos actions ? Vous travaillez dans une ONG sur une problématique spécifique et vous souhaitez engager un dialogue avec d'autres acteurs sur cette thématique ? Vous êtes un citoyen intéressé par ces questions ? Cet espace d'échanges est pour vous !
www.solidairesdumonde.org

Publicité des comptes des associations

Toute association doit assurer la publicité de ses comptes annuels et du rapport du commissaire aux comptes lorsque le montant des dons/subventions est supérieur à 153 000 €. Un décret (à paraître prochainement) va encadrer la publicité des comptes annuels et entraînera l'obligation pour l'association de publier ses comptes sur le site du Journal Officiel. Un arrêté du 27/11/2008 fixe à 50 € le montant forfaitaire pour la publication des comptes de l'association au Journal Officiel.

Source • Coordination Sud - www.coordinationsud.org

Égalité de genre dans le développement La France annonce des mesures concrètes.

Lors de la dernière réunion de la plate-forme « Genre et développement » le 12 décembre dernier, M. Chataignier, directeur de cabinet de M. Joyandet, a annoncé une série de mesures concrètes pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans le développement. Le secrétaire d'État à la Coopération et à la Francophonie s'est engagé à défendre cette priorité dans les négociations internationales et au sein des institutions européennes et multilatérales et à allouer des ressources humaines et financières spécifiques dès 2009. Ainsi, Mme de Matha a été nommée chargée de mission à plein-temps auprès du Directeur des politiques de développement. Une parlementaire en mission sera nommée à partir du 1^{er} janvier 2009 pour dresser une cartographie du genre dans la coopération française et formuler des recommandations pour une meilleure prise en compte. Les agents de l'AFD et du MAEE en poste se verront proposer des formations au « Genre » dès 2009. Il a enfin été annoncé un engagement financier de 10 millions d'euros, avec notamment un Fonds de solidarité prioritaire (FSP) de 3 millions d'euros et une priorité sur des projets « Genre » présentés dans le cadre des Fonds Sociaux de Développement (FSD) et des co-financements ONG gérés par l'AFD.

Contact • Clémence Pajot - pajot@coordinationsud.org
 Source • Coordination Sud

AU PLAN EUROPEEN

Des lignes directrices sur les violences contre les femmes

Dans le cadre de la Présidence française de l'Union européenne (UE), le Conseil de l'UE a adopté le 8 décembre 2008 de nouvelles lignes directrices sur les violences contre les femmes et la lutte contre toutes les formes de discrimination à leur encontre. Ces lignes devront être appliquées par tous les Etats membres dans leurs relations extérieures. Elles visent à favoriser la mise en œuvre d'un grand nombre de projets concrets en faveur des femmes et des filles. Ces projets seront financés notamment dans le cadre de l'Initiative européenne pour la démocratie et les droits de l'Homme.

Contact • Clémence Pajot - pajot@coordinationsud.org
 Source • Coordination Sud

Roumanie, l'actualité de la coopération décentralisée

Vous pouvez retrouver l'actualité de la coopération décentralisée franco-roumaine sur le site internet de l'Ambassade de France en Roumanie : <http://ambafrance-ro.org>
 Vous pouvez également vous inscrire afin de recevoir la Lettre d'information de la coopération franco-roumaine. Si vous souhaitez communiquer dans la prochaine lettre, des informations relatives à vos projets, vous pouvez contacter Jean-Baptiste Cuzin, Attaché de coopération technique et adjoint du Conseiller de coopération et d'action culturelle (jean-baptiste.cuzin@diplomatie.gouv.fr).

Pour plus d'informations • Ambassade de France en Roumanie - Service de coopération et d'action culturelle
 Str. Emile Zola 6 - RO-011847 Bucaresti (secteur 1) - Roumanie - Tél. +40 (0)21 / 208 98 48.

Charte Européenne de la coopération en matière d'appui à la gouvernance locale

Les Journées européennes du Développement, qui ont eu lieu du 15 au 17 novembre à Strasbourg, ont consacré le lancement d'une Charte entre les acteurs européens de la coopération pour renforcer la gouvernance locale et améliorer l'efficacité de l'aide à l'échelon local. Des représentants des principales familles d'acteurs européens qui ont contribué à l'élaboration de cette Charte étaient présents. Face à la multiplication des acteurs de la coopération présents à l'échelon local, cette Charte vise à trouver des modes d'action plus cohérents, en complémentarité des autres initiatives internationales existantes. Elle définit des principes et modalités pour une coopération plus efficace au niveau local et identifie des axes d'intervention prioritaires sur l'efficacité de l'aide. La Charte est ouverte à tous les acteurs européens qui souhaitent adhérer à ses principes. Elle a vocation à devenir un document vivant, nourri par les retours d'expériences. « S'engager ensemble dans la Charte », a déclaré Charles Josselin, Président de la plate-forme Cités Unies France, « c'est contribuer à donner ensemble des réponses efficaces aux demandes de développement local. Le soutien de chacun à ce processus est essentiel. »

Pour plus d'informations • www.charte-coop-gouvernancelocale.eu

AU PLAN INTERNATIONAL

Les Assises de la Coopération décentralisée franco-marocaines

Les Assises de la coopération franco-marocaines, initialement prévues les 18 et 19 décembre 2008, auront lieu les 19 et 20 février 2009, à Agadir. Cette décision a été prise conjointement par les deux présidents du Comité de pilotage mixte afin de laisser un peu plus de temps à la préparation de ces assises.

Pour plus d'informations • www.cites-unies-france.org/spip.php?article551

FINANCEMENTS

Région Rhône-Alpes / Passeport Solidaire

La Région Rhône-Alpes soutient les jeunes rhônalpins qui s'engagent en faveur de la solidarité internationale et s'impliquent dans les coopérations décentralisées régionales. Elle met en place le dispositif « Passeport solidaire » pour les aider dans leurs projets d'échanges avec les zones de coopération de Rhône-Alpes en Afrique, en Méditerranée et en Asie.

Pour plus d'informations • www.rhonealpes.fr

Contact • Corinne Chambe-Guyot - Chargée des dispositifs transversaux Direction de l'Europe - des Relations Internationales et de la Coopération (DERIC) - cchambe-guyot@rhonealpes.fr

Guilde Européenne du Raid : Dotations des solidarités Nord-Sud

Créées en 1983 et soutenues par le Ministère des Affaires Étrangères / MAAIONG ainsi que par une dizaine de partenaires privés, les Dotations des Solidarités Nord-Sud sont des bourses de 1500 à 7500 euros, destinées à soutenir des projets associatifs de solidarité internationale.

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 31 mars, pour les projets dont le démarrage est prévu entre mai et octobre 2009.

Pour plus d'informations • www.la-guilde.org/spip.php?article76 - Tél. 01 43 26 97 52

Objectifs du Millénaire « HUIT – Nouvelles »

Huit écrivains (Alain Mabanckou - Philippe Besson - Moussa Konaté - Simonetta Greggio - Zoé Valdés - Vénus Khoury-Ghata - Taslima Nasreen - Björn Larsson) portent un regard sans complaisance et totalement libre sur les OMD (Objectifs du Millénaire pour le Développement).

Dans les huit nouvelles inédites qui composent ce recueil, on croise une réalisatrice de documentaires qui découvre le quotidien des haïtiens, un garçon rwandais qui rêve d'aller à l'école refoulé aux portes de l'Europe, une jeune fille arpente les trottoirs de Ramana, un marchand de tamis qui se bat pour la survie de ses enfants, au Mali, une fille mère en danger de mort au Liban, un Européen confronté à la maladie dans un pays lointain, un producteur aux prises avec les cadavres de ses ancêtres dans le Sud de la France, un conférencier des Nations unies interpellé par les habitants d'une grande ville du Congo... Avec humour, gravité, tendresse et lucidité, ces 8 écrivains brossent les portraits de femmes, d'hommes et d'enfants qui mettent en lumière l'urgente nécessité d'agir pour un nouveau modèle de développement. La moitié des bénéfices de cet ouvrage sera reversée à des organismes œuvrant en faveur du développement.

Paru en nov. 2008, Editions Calmann Lévy, Prix 14,90 €. www.editions-calmann-levy.com

Outils pédagogiques EAD/SI

Vous trouverez ci-dessous, une sélection d'outils pédagogiques en lien avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement :

- **OMD 1 « Pauvreté et Faim » :**
FaimZéro, Boîte à outil de la campagne FaimZéro
Édité par Peuples Solidaires - www.peuples-solidaires.org
- **OMD 2 « Éducation » :**
Et si l'éducation changeait le monde ?
Édité par ORCADES - www.orcades-vpc.com
- **OMD 3 « Égalité des sexes » :**
Droits des femmes au travail
Édité par Peuples Solidaires - www.peuples-solidaires.org
- **OMD 7 « Environnement » :**
- « Catastrophes naturelles, entre urgence et solidarité, ce qu'elles révèlent de nos sociétés », un outil pédagogique et interactif pour comprendre, réfléchir et agir. L'association ORCADES a choisi, à partir de cet outil, de développer cinq catastrophes naturelles qui mettent en évidence certains dysfonctionnements des sociétés tant au Sud qu'au Nord : www.orcades-vpc.com
- « Planète... Horizon 2050 », un jeu de société coopératif et de stratégie sur les changements climatiques et la Solidarité Internationale : www.orcades-vpc.com

Pour plus d'informations

Jérôme Martin - responsable EAD/SI - Orcades
eads@orcades.org - www.orcades.org

l'appel du CFSI Élections Européennes 2009

Pour des politiques européennes cohérentes en faveur de la lutte contre la faim et pour des agricultures paysannes et durables dans les pays du Sud.

La promotion d'une agriculture paysanne et durable, respectueuse de l'environnement, du droit des paysans à vivre dignement de leur travail ainsi que du droit des consommateurs à une alimentation saine, suffisante et à un prix accessible, constitue un enjeu majeur pour le développement équitable et durable des pays du Sud afin de combattre la faim et la pauvreté. Cela passe par la reconnaissance de la spécificité de l'agriculture et implique la mise en place de politiques agricoles et un statut spécial dans les accords commerciaux.

Le CFSI demande à l'Union Européenne de :

- mettre en cohérence ses politiques, notamment celles qui concernent l'agriculture, le commerce international et la coopération, avec ses engagements concernant le développement des pays du Sud, la réduction de la pauvreté et la lutte contre la faim dans le monde.
- faire de la souveraineté alimentaire un axe politique prioritaire devant être décliné dans les différentes politiques européennes et internationales et reconnaître ce droit à la souveraineté alimentaire tant aux pays du Nord qu'aux pays du Sud, notamment dans le cadre des accords commerciaux qu'elle conclut. Il faut des mesures concrètes en matière de Politique agricole commune (PAC), de politique commerciale extérieure, ainsi que de politique de coopération et de développement.

Pour plus d'informations • www.cfsi.asso.fr

Le Forum Social Mondial au Brésil en 2009

du 27 janvier au 1^{er} février 2009 à Belem

Parallèlement se tiendront le Forum des Autorités locales (FAL) et le Forum des Autorités Locales d'Amazonie (FALA) les 30 et 31 janvier 2009.

Ils ont pour objectif de faciliter le débat, l'articulation, la proposition et la diffusion de principes, idées et pratiques pour renforcer la gestion publique locale démocratique. Les thèmes retenus sont :

- « Démocratie participative et inclusion sociale » (FAL 2009)
- « Participation citoyenne, Environnement et Inclusion sociale en Amazonie » (FALA).

Contact

Felicia Medina, chargée de mission - Cités Unies France
Tél. 01 53 41 81 92 - f.medina@cites-unies-france.org

5^e Forum mondial de l'Eau Du 16 au 22 mars à Istanbul

Nouveau rassemblement mondial qui fait suite au succès du 4^e Forum qui s'est déroulé à Mexico en mars 2006, regroupant plus de 20000 visiteurs en provenance des cinq continents.

Pour plus d'informations • www.worldwatercouncil.org

Appel à projet du Ministère français des Affaires étrangères pour les Collectivités locales

- 1 ➤ Appel à projet « Solidarité à l'égard des pays en développement et développement solidaire et migrations »
www.diplomatie.gouv.fr/actions-france_830/cooperation-decentralisee_1054/appels-projet-2009_15135/appel-projet-209-301_42083.html
- 2 ➤ Appel à projet de soutien à la coopération décentralisée 2009 : Coopération européenne
www.diplomatie.gouv.fr/actions-france_830/cooperation-decentralisee_1054/appels-projet-2009_15135/appel-projet-185_42096.html

Date limite de dépôt des dossiers (en ligne) : **1^{er} février 2009**

Contact • Martine Zeigman - martine.zeigman@diplomatie.gouv.fr

Un fonds fiduciaire pour les migrants

La France va participer à un « fonds fiduciaire multi bailleurs » avec la BAD (Banque Africaine de Développement) afin de parvenir à « une meilleure mobilisation des fonds transférés par la diaspora africaine et de ses compétences au service du développement des pays d'origine ». L'annonce a été faite par le ministre français de l'Immigration, Brice Hortefeux, lors de la conférence ministérielle euro-africaine du 25 novembre dernier. Le fonds, d'un montant initial de 6 millions d'euros sur 3 ans, pourra être augmenté de 3 millions d'euros en fonction des résultats. Il servira à accompagner des projets d'investissement des migrants sur des secteurs comme la santé, la formation professionnelle et les activités productives. Ce Fonds « pourrait être opérationnel dès mars 2009 ».

Source • Banque africaine de développement - www.afdb.org

Fondation EuropAtlas

La Fondation EuropAtlas organisera en 2009 un concours et une exposition de photos sur le thème « Regard sur le travail des femmes d'Afrique ». Les objectifs sont la valorisation, la conservation des traditions parfois ancestrales, la perpétuation des savoir-faire et des coutumes afin d'offrir une vitrine et une reconnaissance à leur art de vivre. Le concours s'adresse aux pays d'Afrique francophone et à leurs photographes amateurs. Il sera doté d'un prix et les revenus issus de la vente des photos iront intégralement à des actions humanitaires désignées par les photographes.

Les personnes intéressées par ce projet peuvent demander le règlement à fondation@europatlas.org

Programme diaspora : Migration et développement.

Programme lancé par Le PNUD. Les projets proposés doivent durer entre 12 et 18 mois pour un budget situé entre 50000 € et 200000 €. Il doit impliquer au moins deux partenaires, un dans le pays partenaire au Sud et un en Europe. Les projets peuvent porter sur un des 4 thèmes du programme : transferts, capacités, communautés, droits.

Date limite de dépôt des dossiers : **13 mars 2009**

Pour plus d'informations • www.migration4development.org/call-for-proposals/

Source • Coordination Sud

Fondation POWEO / soutien à l'accès aux énergies renouvelables

La Fondation a pour objet de favoriser, en Afrique, l'accès des plus démunis à l'énergie par le développement des énergies renouvelables et l'amélioration de l'efficacité énergétique. Pour cela, elle soutiendra des projets portés par des organisations françaises œuvrant en Afrique.

Pour plus d'informations sur les critères d'éligibilité et les modalités • www.coordinationsud.org

Commission européenne : appels à propositions 2009 EUROPEAID

Tous les appels sont publiés sur la page :
http://ec.europa.eu/europeaid/work/funding/index_fr.htm

Pour en savoir plus • Coordination Sud, Eve Derriennic : derriennic@coordinationsud.org

Pays et libellés	Références et budgets en euros	Dates dépôts dossiers
Pays ACP Programme de sciences et technologie	EuropeAid/127860/D/ACT/ Multi 33 000 000 €	27 février 2009
Asie SWITCH-Asia Promouvoir une consommation et une production durables	EuropeAid/127660/C/ACT/ Multi 23 000 000 €	27 février 2009
Burundi Appui au processus de planification communale pour la commune de Bujumbura	EuropeAid/127817/M/ACT/BI 270 000 €	25 février 2009
Burundi Expériences pilotes de gestion foncière décentralisée dans les provinces de Gitega et karuzi	EuropeAid/127816/M/ACT/BI 550 000 €	25 février 2009
Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme		
Kazakhstan	EuropeAid/127714/L/ACT/KZ 600 000 €	16 février 2009
Uruguay	EuropeAid/127929/L/ACT/UY 900 000 €	9 mars 2009
Venezuela	EuropeAid/127935/L/ACT/VE 900 000 €	12 mars 2009
Philippines	EuropeAid/127890/L/ACT/PH 900 000 €	2 mars 2009
Acteurs non étatiques (ANE) et autorités locales dans le développement		
Tous Pays Actions dans les pays partenaires	EuropeAid/127762/C/ACT/ Multi 9 750 000 €	3 février 2009
Tous Pays Actions dans les pays partenaires pour les acteurs non étatiques	EuropeAid/127763/C/ACT/ Multi 32 916 000 €	10 février 2009
Pays de l'Union Européenne Sensibilisation et éducation au développement en Europe	EuropeAid/127765/C/ACT/ Multi 30 141 822 €	17 février 2009
Kazakhstan	EuropeAid/127735/L/ACT/KZ 750 000 €	13 avril 2009
Rwanda	EuropeAid/127712/L/ACT/RW 2 000 000 €	26 février 2009
Nicaragua	EuropeAid/127760/L/ACT/NI 3 000 000 €	26 janvier 2009 pour les ANE et 12 février 2009 pour les AL
Philippines	EuropeAid/127815/L/ACT/PH 3 000 000 €	15 avril 2009
Viêt Nam	EuropeAid/127784/L/ACT/VN 1 500 000 €	6 mars 2009

Burkina Faso

La commune de Bingo regroupe une population de 21 614 habitants répartie sur 13 villages. Elle est située en zone rurale à l'Ouest du pays; l'élevage et l'agriculture étant ses principales ressources. Afin d'améliorer les conditions de vie de la population, le maire de Bingo voudrait initier des projets dans les domaines de la santé (constructions et équipements de dispensaires et de maternités, la commune ne disposant que d'un seul dispensaire et d'une seule maternité, construction d'un dépôt pharmaceutique, actions de prévention et de sensibilisation), de l'Eau (forage de puits), de l'éducation (construction d'école). La commune de Bingo recherche un partenaire en Région Rhône-Alpes pour l'aider dans ses projets.

Burkina Faso

L'Union des Routiers Burkinabé de Lutte contre le Sida (URBLS) est une association qui œuvre depuis plus de 10 ans au Burkina Faso et plus particulièrement dans la région des Hauts Bassins à la prévention des Infections Sexuellement Transmissibles / VIH SIDA ainsi qu'à la prise en charge médicale, psychologique et sociale des routiers et de leurs familles touchées par la maladie. Face à l'évolution de l'épidémie dans le pays, l'URBLS s'associe à d'autres organisations pour construire des réponses adaptées aux besoins de prévention, de conseil pour le dépistage volontaire et de prise en charge des personnes (soutien psychosocial, médical, nutritionnel; appui à la création de micro activités économiques...). L'URBLS souhaiterait aujourd'hui développer des liens avec une organisation rhônalpine afin de diversifier ses approches de la prévention et de la prise en charge des routiers et de leur famille.

Bénin

La Commune de Gogounou, située au nord du Bénin, dans le département de l'Alibori, recherche une commune partenaire en Rhône-Alpes. Cette commune est limitrophe de Kandī et Kérou, deux communes du Nord Bénin déjà en partenariat avec les villes de Villefranche-sur-Saône et Gleizé, toutes deux situées dans le Rhône. C'est donc tout naturellement qu'elle recherche un partenaire dans notre région. Gogounou compte environ 80 000 habitants, répartis dans 34 villages et un bourg centre. Le conseil communal est composé de 15 membres dirigés par un maire assisté de deux adjoints et de sept services communaux. Le développement de la commune est défini au sein du plan communal de développement (PDC). Plusieurs domaines de coopération intéressent la municipalité béninoise, notamment un appui dans le domaine des services à la population : électrification, accès à l'eau potable, renforcement du personnel médical et de l'équipement des centres de santé, aménagement du territoire de la commune; les autorités municipales recherchent également un soutien dans le domaine de la gestion municipale. Le partenariat engagé sera l'occasion d'association des sociétés civiles française et béninoise dans les actions de solidarité internationale.

Si l'une de ces annonces vous intéresse, Corinne Lajarge est à votre disposition pour fournir des renseignements complémentaires et faciliter la mise en relation : clajarge@resacoop.org
Tél. 04 72 77 87 67

FORMATIONS

FORMATIONS RESACOOP

Thèmes proposés pour ce premier semestre 2009 :

- Concevoir un micro-projet de solidarité internationale, à Lyon le 27 février
- Monter un dossier de cofinancement, à Lyon le 20 mars
- Établir un budget de cofinancement, Chambéry le 28 février, Lyon le 15 mai
- Travailler ensemble, femmes et hommes, dans le développement, Lyon le 2 février
- Le don de matériel médical, Lyon le 24 avril

Voir le détail de ces formations 2009

sur le dépliant ci-joint ou sur

www.resacoop.org - rubrique "Se Former".

Informations et inscriptions auprès d'Isabelle Taine

Tél. 04 72 77 87 67 et sur le site internet

www.resacoop.org (rubrique « Se Former »)

RÉUNIONS

Travailler ensemble, femmes et hommes, dans le développement

Toute action de développement vise à améliorer le bien être des habitants d'un territoire et cela de la façon la plus pérenne qu'il soit. Pour répondre à cet enjeu, de nombreux défis restent encore à relever comme par exemple l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Que l'on parle de la gestion de l'eau ou de l'accès à l'éducation, on constate malheureusement que de fortes inégalités demeurent. Le fait d'inverser cette tendance, de concevoir des projets qui interrogent et prennent en compte les rôles respectifs des femmes et des hommes dans leur contexte, contribue à l'amélioration des actions et de leur efficacité.

Afin de permettre aux acteurs de Rhône-Alpes de mieux comprendre les enjeux liés à cette question, RESACOOP s'est associé au F3E (Fonds de promotion des études préalables, des études transversales et des évaluations) qui a développé un programme de formation spécifique, avec plusieurs rendez-vous au cours de l'année 2009.

Le cycle débute par une première séance (gratuite) ouverte à tous ceux qui souhaitent en savoir plus sur ce qu'on a coutume d'appeler « l'approche Genre ». Vous êtes donc cordialement invités à participer à la journée d'échanges et de formation que nous organisons en collaboration avec le F3E le lundi 2 février 2009, à Lyon, dans les locaux de RESACOOP. Une invitation plus précise vous sera envoyée début janvier mais retenez cette date dès à présent.

Inscriptions

Isabelle Taine - mail@resacoop.org

CHANTIERS

Éducation à la citoyenneté internationale

- Le projet « Des Alpes au Sahel » posé en juillet auprès de la Commission européenne, par la Région Piémont en collaboration avec la Région Rhône-Alpes a été accepté. Pour mémoire, l'idée du projet est de créer un réseau transfrontalier franco-italien destiné à promouvoir l'intégration des dimensions « développement durable » et « solidarité internationale » dans les programmes d'éducation à l'environnement. Il démarrera en février 2009 pour une durée de deux ans. La coordination de la mise en œuvre sera assurée en Italie par le consortium des ONG du Piémont (C.O.P.) et en Rhône-Alpes par RESACOOP.
- La version actualisée du Répertoire des outils pédagogiques est désormais en ligne. Vous pouvez le consulter sur notre portail internet (www.resacoop.org - Rubrique « Devenir citoyen du monde » - Appui et outils pédagogiques)
- Le mois de février sera l'occasion pour les membres du chantier de démarrer un partenariat avec l'ONG belge ITECO (www.iteco.be), spécialisée depuis plus de 20 ans dans des activités liées à l'éducation au développement. Ce partenariat devrait notamment se concrétiser en juin par l'organisation d'une session de formation sur ce thème, conjointement par la Ville de Chambéry et l'association Pays de Savoie Solidaire, avec l'appui de RESACOOP et à destination des acteurs rhônalpins de l'éducation au développement et à la solidarité internationale.

Contact • Corinne Lajarge - clajarge@resacoop.org

Maillage régional

Lors de la création du groupement d'intérêt public RESACOOP en 2006, les membres fondateurs ont défini les orientations dont ils souhaitaient doter le groupement pour les 5 prochaines années. Ils ont entre autres manifesté leur volonté d'offrir à tout habitant de Rhône-Alpes, la possibilité de trouver au plus près de chez lui, les ressources en information et en appui pour l'accompagner dans sa réflexion et/ou son engagement à l'international. Pour ce faire, ils ont élaboré une stratégie dite « de démultiplication » des activités de RESACOOP, s'appuyant sur des collaborations et partenariat noués avec des structures ressources au niveau départemental, voire infra, afin de développer un maillage régional autour de l'information et de l'appui aux porteurs de projet de coopération et de solidarité internationale.

Après un travail de conception et d'identification préalable, une première étape de ce maillage a été lancée, avec 4 départements ciblés : la Savoie, la Loire, l'Ardèche et la Drôme. Elle se concrétise par la réalisation d'activités entrant dans le champ des missions de RESACOOP et menées conjointement avec, ou déléguées à une structure ressource départementale, le tout faisant l'objet d'une convention de travail entre RESACOOP et la structure concernée.

C'est dans le département de la Savoie que le processus est le plus avancé. L'expérience dont dispose Pays de Savoie solidaires en matière d'animation des acteurs savoyards de la solidarité internationale en fait le partenaire tout désigné du maillage régional, d'autant que des collaborations existent de longue date avec RESACOOP et seront renforcées par la convention signée entre les deux organisations.

Par ailleurs, les discussions sont bien avancées avec l'ADOS (association Ardèche Drôme Ouro Sogui Sénégal) - qui pourrait jouer le rôle de structure ressource pour les départements de l'Ardèche et de la Drôme -, et avec l'association SOLICOOP42 qui s'est créée comme centre ressource de la solidarité internationale dans la Loire.

Contact • Rose-Marie Di Donato - rmdidonato@resacoop.org